CONNEXIONS

Psychosociologie
Psychanalyse
Sciences Humaines

Rédacteur en chef :
Christophe Bittolo

Membres du Comité de Rédaction :
Cécile Corre, Hubert Chatrousse, Anne-Lise Diet, Emmanuel Diet, Giovanni Guerra, Véronique Kannengiesser, Zahia Kessar, Abdelaâli Laoukili, Anne Salmon, Jean-Marc Talpin, Claude Tapia.

Appel à contributions

CONNEXIONS 124 – 2026-1

Autorité, autoritarisme et devenir du lien social

***Coordination** : Emmanuel Diet et Ali Laoukili*

Argument :

La question de l'autorité a toujours fait débat dans les différentes sociétés et époques. Entre demande de plus d'autorité ou critique de son excès, le débat a penché, selon les périodes, les milieux et les rapports sociaux d'un côté ou de l'autre. On assiste aujourd'hui, en France et dans les sphères médiatique et politique, à un retour enflammé de cette thématique. Les positions sont souvent très tranchées, manquant de nuance et de contextualisation. Certains dénoncent pêle-mêle les familles, l'école et la société en leur reprochant leur manque d'autorité et leur laxisme supposé. D'autres critiquent l'excès d'autorité, l'autoritarisme ou l'abus de pouvoir dans les entreprises, les institutions et dans l'exercice du pouvoir par la police, les dirigeants et les gouvernants. Ces prises de position, dénonçant l'excès ou l'insuffisance d'autorité, sont une forme d'expression de conflits et de rapports sociaux tendus, de recherche de boucs émissaires aux difficultés constatées dans les familles, l'école, et la société. Elles sont le signe de confusion et de perte de repères de ce qui doit fonder l'autorité dans ses multiples dimensions pratiques et symboliques.

Il apparaît ainsi que le débat (ou son manque) sur cette question traduit en effet des tensions et des contradictions réelles mais insuffisamment élaborées dans un monde et des sociétés devenus de plus en plus entropiques, fragmentés et complexes.

Les familles, particulièrement les plus pauvres, sont souvent taxées de laxistes. À l'école, certains reprochent aux enseignants de manquer d'autorité, d'autres, leur excès d'autorité. Eux-mêmes se plaignent de ne pas pouvoir exercer leur métier et leur autorité dans la confiance et la sérénité, avec les élèves, les familles et leur tutelle. Dans la société et dans les quartiers pauvres notamment, les médias mettent souvent à l'affiche les heurts entre jeunes et policiers, tout en dénonçant les « territoires perdus de la République », dans lesquels cette dernière aurait perdu son autorité.

Dans les entreprises et organisations, érigées sur un modèle vertical et hiérarchique, où les dispositifs de coercition sont plus présents, c'est l'autoritarisme et la violence au travail qui sont dénoncés. Les constats depuis quelques années font état de souffrance au travail, de la montée des procédures de contrôle, de la soumission à l'autorité des employeurs et des managers. La peur et la menace de perte d'emploi accentuent des processus de soumission aux logiques et pouvoirs dominants. Il apparaît ainsi que les logiques de pouvoir, de coercition et d'emprise se substituent à l'exercice consenti et légitime de l'autorité et de la responsabilité.

Dans le domaine de la recherche scientifique et dans les universités, après des réformes dont on a du mal à voir les effets positifs, un nouvel autoritarisme s'exerce dans l'orientation et l'évaluation des recherches et des chercheurs. Les attaques et les dénonciations de certains types de recherches induisent une censure et une autocensure chez les chercheurs qui n'osent plus s'exprimer ou faire simplement leur travail. L'anathème et l'accusation dans les médias remplacent le débat contradictoire et l'administration de la preuve entre chercheurs, principes fondamentaux de la recherche scientifique.

Dans différents pays, on constate l'accès au pouvoir de dirigeants autoritaires ou populistes. En France, la montée de l'extrême droite montre une exploitation de la fragilité et de l'exclusion d'une partie importante de la population combinée à une approche autoritaire, sécuritaire et de recherche de boucs émissaires.

Le développement de la logique numérique et des technologies de l'information s'accompagne par le développement des réseaux sociaux, de la prégnance des algorithmes et du rétrécissement des espaces de délibération démocratique. Un nouvel autoritarisme technopolitique est en train de se développer et d'imposer sa logique aux différentes sphères de la vie économique, politique, culturelle et sociale.

Ces dernières années et depuis les gilets jaunes, le covid, les différentes manifestations, élections, on peut observer que les élites dirigeantes peinent à exercer l'autorité de manière efficace et légitime. La compétition et les conflits entre ces mêmes élites renforcent la crise politique et rendent encore plus problématique l'exercice de l'autorité dans un monde devenu transparent, méfiant et défiant à l'égard de toute forme d'autorité et de pouvoir.

Dans nos métiers et dans nos pratiques professionnelles, la question de l'autorité symbolique, celle du cadre, des règles, du dispositif de travail qu'on propose, peut être interrogée. Comment faire pour permettre à chaque participant d'être sujet et d'intégrer une forme d'autorité nécessaire et utile, impliquant des possibilités et des limites, des autorisations et des interdits, des pouvoirs et des responsabilités ?

Comment les cliniques de l'intervention et de l'accompagnement des groupes, institutions et individus peuvent éclairer par la conceptualisation et les pratiques cette question d'autorité et montrer l'impasse et des nouvelles formes de pratiques autoritaires ?

Comment faire pour restaurer la fonction symbolique de l'autorité sans tomber dans l'autoritarisme ou le laisser-faire ? Sur quels principes et valeurs en commun fonder l'exercice de l'autorité maintenant dans un contexte devenu fluide et liquide (Zigmut Baumann) et en accélération permanente (Hartmut Rosa). Y aurait-il un retour de la « personnalité autoritaire » décrite par Theodor W. Adorno dans des conditions sociales et politiques qui auraient les mêmes caractéristiques de l'entre-deux-guerres mondiales ? La complexité, l'incertitude des temps actuels produiraient-elles des angoisses chez les sujets et des paniques chez les dirigeants qui les rendent disposés pour un nouvel autoritarisme technique et politique ?

La crise dans l'exercice de l'autorité est donc bien là. Ses causes et ses conséquences sont multiples. Les contributions attendues dans ce numéro peuvent porter sur les axes suivants :

- les conceptions, culturelles et anthropologiques de cette notion et leur évolution ;
- les paradoxes et les contradictions que posent l'exercice de l'autorité ou son absence dans cette période de disruption et d'accélération généralisées ;
- l'actualité et l'histoire de la « crise de l'autorité » ;
- les expériences innovantes et les conditions d'un « bon exercice » de l'autorité dans les différentes institutions aujourd'hui : société, famille, école, entreprise… ;
- l'autoritarisme, ses causes et ses formes aujourd'hui ;
- les liens entre les besoins d'autorité et les caractéristiques de la « personnalité autoritaire » (T. W. Adorno) ;
- les processus psychiques qui sont à l'œuvre dans l'exercice, l'acceptation ou le rejet de l'autorité.

*Les propositions d'article doivent être adressées à la revue (revueconnexions@gmail.com) avant le **15 octobre 2025** au format attendu (https://www.editions-eres.com/collection/100/connexions) afin d'être soumises à expertise.*

Merci de vous reporter aux recommandations aux auteurs et de veiller à les respecter.